

La sélection média d'OTC

Les Nouvelles d'Arménie

29/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79396

L'UE propose ses services pour la délimitation des frontières

Peter Stano, Porte parole de l'Union Européenne a déclaré le 28 mai en fin d'après midi que son organisation était prête à « apporter son expertise et son aide en matière de délimitation et de démarcation des frontières ».

Déclaration : "Les récents développements à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont à la fois dangereux et inquiétants. Une désescalade immédiate est nécessaire. L'Union européenne demande instamment aux deux parties de s'abstenir de tout nouveau déploiement ou action militaire. Toutes les forces doivent se replier sur les positions occupées avant le 12 mai et les deux parties doivent engager des négociations sur la délimitation et la démarcation de la frontière. Nous continuons d'appeler l'Azerbaïdjan à libérer sans délai tous les prisonniers de guerre et les détenus. Nous saluons tous les efforts visant à faire baisser les tensions, y compris les propositions concernant une éventuelle mission

d'observation internationale.

L'UE est prête à apporter son expertise et son aide en matière de délimitation et de démarcation des frontières, ainsi qu'à soutenir les mesures de confiance indispensables, afin de progresser vers une paix et une prospérité durables dans le Caucase du Sud".

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/99246/-armeniaazerbaijan-statement-spokesperson-recent-developments-border_en

par [Ara Toranian](#)

2- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79389

**Les ministres de la Défense
d'Arménie et de Russie ont signé**

un accord pour sécuriser la situation à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan



Aujourd'hui 28 mai à Moscou, Vagharchak Harutyunyan le ministre arménien de la Défense et son homologue russe Sergueï Shoïgu ont signé un accord lié à la défense frontalière de l'Arménie a indiqué en fin d'après-midi le ministère arménien de la Défense.

Lors de la rencontre entre les deux délégations, furent examinés la situation en Artsakh et l'action des soldats russes chargés du maintien de la paix. Fut également examiné la situation frontalière de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan notamment la situation dans les régions de Syunik et Gegharkounik en Arménie, envahies par les soldats Azéris. Fut enfin examiné la coopération militaire entre la Russie et l'Arménie en matière de défense et la sécurité de l'Arménie.

Vagharchak Harutyunyan a présenté la stratégie militaire de l'Arménie mise en place face aux troupes azéris qui ont envahi les deux régions d'Arménie. Le

ministre arménien de la Défense a affirmé que les menaces azéries étaient irrecevables et que les forces azéries devaient au plus tôt quitter le territoire souverain de l'Arménie.

L'Arménie et la Russie se sont convenus de quelques accords indispensables visant à régler cette situation créée depuis le 12 mai avec la présence d'un millier de soldats Azéris sur le territoire arménien.

Krikor Amirzayan

3- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79365

La proposition de Nikol Pachinian pour résoudre la situation à la frontière entre l'Arménie et

l'Azerbaïdjan

Une séance extraordinaire du Conseil de sécurité, présidée par le Premier ministre par intérim Nikol Pashinyan, a eu lieu. Outre les membres du Conseil de sécurité, le Président de l'Assemblée nationale Ararat Mirzoyan, le Ministre par intérim de l'Administration territoriale Suren Papikyan, la chef de la faction « Mon pas » de l'Assemblée nationale, Lilit Makunts, le secrétaire de la faction « Arménie Prospère », Arman Abovyan, le chef de la faction « Arménie Lumineuse » Edmon Marukyan, le président du Comité permanent de la défense et de la sécurité de l'Assemblée nationale, Andranik Kocharyan, le président du Comité permanent des relations extérieures de l'Assemblée nationale Ruben Rubinyan étaient présents.

Lors de la séance, la situation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise a été discutée, et le Premier ministre par intérim Nikol Pashinyan a fait une proposition. Dans son discours, le Premier ministre par intérim a déclaré :

"Chers collègues, je reviens de la région de Gegharkunik, en particulier des régions frontalières du village de Kout. J'ai pris connaissance de la situation sur place, je voudrais vous faire part de mes impressions, mais en plus je voudrais faire une proposition pour sortir de la situation.

La situation est tendue, et la dynamique de cette tension ne cesse de croître. Ainsi, non seulement la situation est statistiquement tendue, mais la tension s'accroît et continuera très probablement à s'accroître. Pourquoi ? Parce que les soldats azerbaïdjanais, qui ont pénétré sur notre territoire au cours des 15 derniers jours, et nos soldats et unités sont dans un état de pénétration mutuelle. Ainsi, en substance, ils ne se font pas seulement face, mais il existe une situation de pénétration mutuelle.

Et pourquoi la situation va-t-elle s'aggraver ? Non seulement parce que divers incidents ont été enregistrés et que cette tension peut finir par exploser, mais après la situation d'aujourd'hui, il est possible que des représentants de nos forces armées tentent de les capturer, qu'ils essaient de riposter et ainsi de suite. Et mon évaluation est que si la situation n'est pas résolue, cette provocation pourrait inévitablement dégénérer en un affrontement et un conflit à grande échelle.

Maintenant, je ne veux pas répéter les évaluations que j'ai faites publiquement à plusieurs reprises, mais je veux proposer une solution, une solution diplomatique pacifique à la situation, qui conduira à une désescalade.

Vous savez que l'Azerbaïdjan explique, justifie ses actions avec certaines cartes à sa disposition, et nos idées et les leurs sur l'emplacement de la ligne frontalière et la géographie sont en désaccord. Bien entendu, nous ne partageons pas cette appréciation, nous avons une position claire sur cette question. Mais puisqu'on en est arrivé à cette situation explosive, je fais une proposition ouverte à la communauté internationale. Je le fais devant la société arménienne, et cette proposition est également adressée au gouvernement d'Azerbaïdjan.

La proposition est la suivante : nous sommes d'accord pour que, très rapidement, les unités armées des deux parties, c'est-à-dire les unités de forces armées, se retirent de la frontière en miroir. Il y a donc une perception de la frontière - 5 kilomètres dans un sens ou dans l'autre, il y a une certaine différence en kilomètres - un, deux ou trois kilomètres. Ce que nous suggérons, c'est que les forces armées se retirent complètement de ce territoire et retournent dans leurs bases permanentes. Au lieu de cela, des observateurs internationaux représentant la Russie ou les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE seront déployés le long de la frontière proposée.

La présence d'observateurs sur ce territoire est nécessaire pour que les parties soient certaines que l'autre partie respecte l'accord, c'est-à-dire qu'elle n'amène pas de troupes près de la frontière. Je tiens à souligner que nous parlons du segment Sotk-Khoznavar, dans ce cas, la tension frontalière est apparue dans ce même segment. Ensuite, sous les auspices de la communauté internationale, des travaux sont en cours pour définir les points de contrôle frontaliers. Dans ce cas, je pense qu'il devrait y avoir des observateurs de la Russie ou du groupe de Minsk de l'OSCE, et que ce processus devrait être mené sous les auspices de la Russie ou des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE.

C'est ma proposition, c'est mon plan. Si l'Azerbaïdjan a réellement des problèmes avec la clarification des points frontaliers, il ne devrait pas y avoir de raison pour que l'Azerbaïdjan rejette ce plan. Pour notre part, nous sommes convaincus que nous pouvons justifier notre position et notre point de vue auprès de tous les observateurs internationaux. Ils ont peut-être aussi leur part de confiance, mais ce n'est pas ce dont nous parlons maintenant, nous parlons de désescalader la

situation à ce stade et de parvenir à une solution diplomatique pacifique.

Et cela peut être considéré comme une proposition formelle, faite à la Russie, aux pays coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE et bien sûr à l'Azerbaïdjan. J'espère donc que cette proposition sera acceptée.

Pour être honnête, après avoir pris connaissance de la situation sur le terrain, je suis arrivé à la conclusion que c'est le moyen le plus court, le plus efficace et le plus raisonnable de résoudre la situation, parce que, je le répète, si nous ne suivons pas cette voie, la situation deviendra inévitablement incontrôlable et nous ne pouvons pas le permettre. Outre cette proposition, nous allons bien sûr entamer des consultations actives avec nos partenaires internationaux. Nous en avons déjà parlé au ministre des Affaires étrangères, et j'espère que nous aurons bientôt l'occasion de commencer à mettre en œuvre cette proposition."

Par Ara Toranian

4- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79362

Démission d'Ara Ayvazian, Ministre des Affaires étrangères

Le ministre arménien des affaires étrangères, Ara Ayvazian, a démissionné jeudi après seulement six mois de fonction.

M. Ayvazian n'a donné aucune raison pour sa démission, confirmée par Anna Naghdalian, porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères. M^{me} Naghdalian a déclaré au service arménien de RFE/RL que le ministère ne ferait aucun commentaire sur cette décision pour le moment.

Il semble que M. Ayvazian ait présenté sa démission immédiatement après avoir participé à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité arménien consacrée à la montée des tensions à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Lors de cette réunion, le Premier ministre Nikol Pashinian a demandé le déploiement d'observateurs internationaux le long des portions contestées de la frontière où les troupes arméniennes et azerbaïdjanaises s'affrontent depuis deux semaines. On ne sait pas si M. Ayvazian était d'accord avec la proposition de M. Pashinian.

Le 21 mai, le journal « Hraparak » d'Erevan avait affirmé qu'Ayvazian avait décidé de démissionner parce qu'il n'était pas d'accord avec les efforts de M. Pashinian de mettre fin à l'impasse frontalière, dénoncés par l'opposition arménienne.

M. Pashinian a nommé M. Ayvazian au poste de ministre des affaires étrangères le 18 novembre dans le cadre d'un remaniement ministériel qui a suivi la défaite de l'Arménie dans la guerre du Haut-Karabakh. Ce diplomate de carrière âgé de 52 ans avait précédemment travaillé comme ambassadeur d'Arménie au Mexique et dans divers pays européens.

par [Ara Toranian](#)

28/05/2021

<https://www.revueconflits.com/caucase-le-siunik-est-il-un-nouveau-dantzig/>

Caucase : le Siunik est-il un nouveau Dantzig ?

De John Mackenzie

Si les armes se sont tues depuis le cessez-le-feu du 10 novembre 2020, la guerre est loin d'être finie au Caucase. Après avoir mis la main sur 75 % des territoires contrôlés par la république autoproclamée de l'Artsakh (ex-Karabagh) et la quasi-totalité des centrales hydroélectriques de la région, les forces armées de Bakou lorgnent depuis plusieurs mois deux régions stratégiques de l'Arménie : le Ghegharkunik riche par sa mine d'or et le lac Sevan à l'est, et le Siunik (ou Zangezour) au sud. Une bande montagneuse ultra stratégique, que les Azéris considèrent comme une de leurs terres historiques et qui relie l'Arménie enclavée à l'Iran, coupant l'Azerbaïdjan de son exclave du Nakhitchevan.

(Lire l'article en pièce jointe)

6- La Croix

28/05/2021

<https://www.la-croix.com/Monde/Pourquoi-tension-remonte-frontiere-entre--lAzerbaïdjan-lArmenie-2021-05-28-1201158062>

Pourquoi la tension remonte à la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

La tension est remontée ces dernières semaines dans une zone frontalière, dont le tracé reste flou depuis la chute de l'URSS. Six soldats arméniens ont été capturés tout récemment par les forces azerbaïdjanaises.

▪ Fabrice Deprez

Le ministère de la défense arménien a annoncé au matin du 27 mai la capture de six de ses soldats par l'[Azerbaïdjan](#) dans une région frontalière entre les deux pays, théâtre d'escarmouches depuis trois semaines maintenant.

L'affrontement s'est très vite déplacé sur le terrain médiatique, lorsque l'Azerbaïdjan a confirmé la capture de soldats appartenant à un « *groupe de reconnaissance et de sabotage* » et affirmé que ces derniers avaient pénétré en

territoire azerbaïdjanais pour y poser des mines.

L'[Arménie](#) a bien reconnu la présence de sapeurs de combat occupés à poser des mines, tout en assurant que les soldats avaient été « encerclés » par les troupes azerbaïdjanaises et n'avaient pas passé la frontière. Le premier ministre arménien Nikol Pachinian a, en réponse, proposé le 27 mai le déploiement d'observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) le long de la frontière.

Une dispute ancienne

La tension entre les deux pays reste extrêmement forte depuis le cessez-le-feu signé en novembre 2020. L'Arménie avait alors concédé, après six semaines d'un brutal conflit ayant fait au moins 6 000 morts, la perte de territoires qu'elle contrôlait depuis les années 1990. L'arrivée dans la région de troupes de maintien de la paix russes a mis fin au gros des violences, sans pour autant résoudre les nombreux points de discorde entre les deux pays.

Mais la montée des tensions depuis deux semaines ne tourne cette fois pas autour de la région montagneuse du [Haut-Karabakh](#), ce territoire de l'Azerbaïdjan peuplé d'Arméniens et contrôlé depuis les années 1990 par une république séparatiste soutenue par Erevan.

L'Arménie a accusé l'armée azerbaïdjanaise d'avoir, à la mi-mai, pénétré plusieurs kilomètres à l'intérieur de son territoire, dans les régions de Syunik et Guégarkounik. Jusqu'à une escarmouche ayant causé, en début de semaine, la mort d'un soldat arménien, toujours à la frontière entre les deux pays. Si plusieurs observateurs ont vu dans ces actions une volonté de Bakou de « tester » l'Arménie, le différend ne date pas d'hier.

« Il y a une vraie dispute sur le tracé de la frontière, constate Richard Giragosian, directeur du think tank « Regional Studies Center » basé dans la capitale arménienne. Le cœur du problème, c'est qu'il n'y a pas de point de départ qui fasse consensus, chaque pays utilise des cartes différentes de l'époque soviétique pour délimiter la frontière. » Les deux pays ne sont en effet, depuis la chute de

l'Union soviétique, jamais parvenus à s'entendre sur le tracé de leur frontière.

Discrétion russe

Le sujet avait été brièvement réactivé en novembre 2020 : une première version de l'accord de cessez-le-feu publiée par les médias russes faisait ainsi état de la remise par l'Arménie à l'Azerbaïdjan de « *territoires contrôlés par l'Arménie dans le district azerbaïdjanais de Qazax* », une région frontalière au nord-ouest du pays.

Une mention absente de l'accord finalement signé par le premier ministre arménien et les présidents russes et azerbaïdjanais, mais qui a depuis alimenté les rumeurs : à quelques semaines d'élections législatives anticipées en Arménie, le premier ministre intérimaire Nikol Pachinian a tenté, le 27 mai, de rassurer des habitants de la région de Guegarkounik, non loin de l'endroit où ont été capturés les soldats arméniens : « *Personne ne doit penser que le gouvernement s'est engagé dans de sombres négociations, dans des conspirations* » a-t-il ainsi déclaré.

Pour Richard Giragosian, l'activité militaire de l'Azerbaïdjan, ces dernières semaines, « *ne se contente pas d'exposer la faiblesse arménienne, mais jette aussi la lumière sur le manque de détermination de la Russie* ». Allié de l'Arménie au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (sorte d'OTAN sous l'égide de la Russie), Moscou reste très discret dans cette crise. Mais pas absent : le gouvernement arménien a annoncé, le 27 mai, l'arrivée de détachements de gardes-frontières du FSB, le service de sécurité russe, dans la région de Syunik.

28/05/2021

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/armenie/evenements/article/-declaration-des-copresidents-du-groupe-de-minsk-de-l-osce-28-05-21>

Déclaration des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE (Genève, le 28 mai 2021)

Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE (Igor Popov pour la Fédération de Russie, Stéphane Visconti pour la France et Andrew Schofer pour les États-Unis d'Amérique) ont publié ce jour la déclaration suivante.

Les 27 et 28 mai, les coprésidents ont mené des consultations à Genève avec Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge, et Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Andrzej Kasprzyk, représentant personnel du président en exercice de l'OSCE, a également participé à ces entretiens. Les coprésidents ont pris acte des informations faisant état de la détention de six soldats arméniens le 27 mai et appellent à la libération de tous les prisonniers de guerre et des autres détenus sur la base du principe « tous contre tous ». Les coprésidents insistent sur l'obligation de traiter les détenus conformément au droit international humanitaire. Ils exhortent instamment les parties à lever immédiatement toutes les restrictions à l'accès humanitaire au Haut-Karabagh et appellent toutes les parties à honorer pleinement les obligations qu'elles ont souscrites au titre de la déclaration de cessez-le-feu du 9 novembre.

Les coprésidents notent également avec préoccupation que plusieurs incidents ont été signalés récemment à la frontière non démarquée entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. L'emploi ou la menace de recours à la force pour régler des différends frontaliers n'est pas acceptable. Nous demandons aux deux parties de prendre des mesures immédiates, y compris le redéploiement des soldats, afin de désamorcer la situation et d'engager des négociations en vue de la délimitation et de la démarcation de la frontière de manière pacifique. Les coprésidents sont

prêts à apporter leur concours pour faciliter ce processus.

8- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79377

Le Catholikos Karékine II s'est rendu au mémorial de Sartarapat et appelé la nation arménienne à s'unir face aux dangers qui menacent la patrie

C'est en grand nombre que la délégation de Sainte-Etchmiadzine emmenée par la Catholikos Karékine II s'est rendue ce matin au mémorial de Sartarapat à l'occasion du 28 Mai, déclarée Journée de la République en Arménie. Il y a 103 ans le 28 mai 1918 la nation arménienne toute entière triomphait à Sartarapat de

l'armée turque aux portes d'Erévan.

« En ces jours difficiles, notre prière va à la bénédiction de Dieu sur notre peuple, notre patrie, afin de les préserver des tous les dangers. Nous vivons des moment notre vœu est que comme un seul poing (...) que le peuple vive et écoute le conseil de Sartarapat » dit le Catholicos Karékine II aux médias présents au mémorial. *« Notre guerre aujourd'hui doit être celle de l'engagement de chaque enfant de la nation pour la patrie (...) afin d'écarter le danger hors de nos frontières, dangers qui menacent notre identité, notre Etat »* continua le Catholicos Karékine II qui refusa d'aborder les questions politiques posées par les médias.

Krikor Amirzayan

9- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

L'Azerbaïdjan accuse l'Arménie de tirs en direction du Nakhitchevan, le ministère arménien de la Défense rejette l'accusation

Le ministère arménien de la Défense a ce matin rejeté l'accusation de l'Azerbaïdjan qui déclarait que les forces arméniennes avaient tiré en direction d'une position azérie au Nakhitchevan (ex-territoire arménien aujourd'hui occupé par l'Azerbaïdjan) blessant un soldat Azéri.

« C'est une énième désinformation de l'Azerbaïdjan » a affirmé ce matin dans un communiqué le ministère arménien de la Défense. A noter que la désinformation est régulièrement pratiquée par Bakou afin de tirer avantage de la confusion.

10- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79361

Le Département d'État demande la libération immédiate des prisonniers arméniens

À la suite de la détention de six soldats arméniens par les forces azerbaïdjanaises tôt jeudi, et deux jours après qu'un autre soldat arménien servant dans la région arménienne de Gegharkunik a été tué par les forces azerbaïdjanaises, le département d'État américain a publié un communiqué exprimant les inquiétudes des États-Unis face aux développements récents frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Appelant spécifiquement l'Azerbaïdjan à libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre et autres détenus, rappelant à l'Azerbaïdjan ses obligations en vertu du droit international humanitaire de traiter tous les détenus avec humanité et rejetant le recours à la force pour délimiter la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Déclaration du département d'État

Les États-Unis sont préoccupés par les événements récents le long de la frontière internationale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, notamment la détention de

plusieurs soldats arméniens par les forces azerbaïdjanaises. Nous appelons les deux parties à résoudre d'urgence et pacifiquement cet incident. Nous continuons également d'appeler l'Azerbaïdjan à libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre et autres détenus, et nous rappelons à l'Azerbaïdjan ses obligations en vertu du droit international humanitaire de traiter tous les détenus avec humanité.

Les États-Unis considèrent que tout mouvement le long des zones non délimitées de la frontière internationale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est provocateur et inutile. Nous rejetons l'usage de la force pour délimiter la frontière et appelons les deux parties à revenir à leurs positions antérieures et à cesser la fortification militaire de la frontière non délimitée et la mise en place de mines terrestres. Plus précisément, nous demandons à l'Azerbaïdjan de réinstaller ses forces dans les positions qu'elles occupaient le 11 mai.

Nous demandons également à l'Arménie de réinstaller ses forces dans les positions qu'elles occupaient le 11 mai et saluons les déclarations d'intention à cet effet. Ces actions atténueront les tensions et créeront un espace pour un processus de négociation pacifique pour délimiter la frontière de toute urgence. Les États-Unis sont prêts à soutenir ces efforts.

Les États-Unis exhortent les parties à reprendre dès que possible des négociations de fond sous les auspices des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE pour parvenir à un règlement politique à long terme du conflit du Haut-Karabakh.

par [Jean Eckian](#)

11- A l'Encontre

28/05/2021

<https://alencontre.org/europe/russie/nagorny-karabakh-au--lendemain-de-la-guerre-larmenie-est-confrontee-a-un-choix-desagreable.html>

Nagorny-Karabakh. Au lendemain de la guerre, l'Arménie est confrontée à un choix difficile

Par Kevork Oskanian

Plus de six mois se sont écoulés depuis que la «deuxième guerre du Karabakh», comme on l'appelle maintenant, s'est terminée brusquement l'année dernière, avec l'Arménie pratiquement vaincue. Le cessez-le-feu signé à la hâte le 9 novembre 2020 - après la prise par l'Azerbaïdjan de la ville fortifiée de Shushi/Shusha, d'une grande importance historique, dans l'enclave du Haut-Karabakh, majoritairement habitée par les Arméniens - a peut-être mis fin aux hostilités ouvertes, mais a laissé de nombreuses questions sans réponse.

Pour la première fois depuis les premiers jours du conflit, des forces russes ont été introduites dans les parties de la région encore sous contrôle de la population arménienne - voir les zones en orange sur la carte ci-dessous - afin de préserver la paix entre les deux parties. Selon les termes de l'accord, les forces arméniennes se sont également retirées des territoires adjacents aux parties de la région contestée - les zones de couleur vert foncé sur la carte. Les zones bleues de la carte indiquent les territoires qui ont été reconquis par l'Azerbaïdjan.

En conséquence, la ligne de front entre les deux adversaires s'est déplacée jusqu'à l'ancienne frontière soviétique entre les deux Etats, les deux parties s'affrontant de part et d'autre de la frontière orientale de la province méridionale arménienne de Syunik, pour la première fois depuis plus de vingt ans.

Cette question frontalière est devenue particulièrement saillante ces dernières semaines. Plusieurs incursions signalées de forces azerbaïdjanaises dans le

territoire arménien internationalement reconnu ont renforcé l'insécurité de la société arménienne au lendemain de la guerre de 2020. Même pendant la guerre, les craintes d'un empiètement azerbaïdjanais sur le territoire arménien ont incité le gouvernement de Nikol Pachinian à demander le stationnement de plusieurs centaines de militaires russes dans la province pour servir comme une sorte de «première ligne de défense».

Ces craintes sont maintenant exacerbées par les références répétées aux plus hauts niveaux du gouvernement azerbaïdjanais ayant traité au sud de l'Arménie comme «territoire historique de l'Azerbaïdjan». L'idée que les empiètements à Syunik sont liés d'une manière ou d'une autre à ces déclarations, ainsi que l'insistance de l'Azerbaïdjan sur un véritable «corridor de transport» à travers la province, ont encore accru les tensions.



L'agitation politique

A l'approche des élections législatives anticipées en Arménie le 20 juin 2021, ces craintes ont atteint leur paroxysme. Après la démission de Nikol Pachinian le 25 avril, l'opposition nationaliste arménienne cherche à maximiser la perception de son gouvernement comme étant incompetent et faible. Les canaux des médias sociaux de l'opposition amplifient cette approche en publiant des documents ayant fait l'objet de fuites et en lançant des allégations de concessions

territoriales secrètes à l'Azerbaïdjan.

Le fait que la plupart des électeurs arméniens aient déjà perdu toute confiance dans les assurances données par le gouvernement, à cause de ce qui est considéré comme une stratégie de communication désastreuse et mensongère pendant la guerre, n'arrange rien. A l'approche des élections du 20 juin, il sera difficile de convaincre le peuple arménien d'accepter toute tentative de convenir de mécanismes permanents visant à résoudre le conflit frontalier. C'est ce qu'a souligné en termes très clairs une récente déclaration d'une coalition d'organisations de la société civile non associées à l'opposition nationaliste.

Une grande partie des derniers mouvements à la frontière pourrait être due au fait que l'Azerbaïdjan maximise ses positions en vue des prochaines négociations sur un règlement définitif du conflit. Il se peut que l'Azerbaïdjan cherche à obtenir des éléments de négociation par la «tactique du salami», alors que l'équilibre des forces est encore largement en sa faveur, plutôt que de tenter de prendre le contrôle de Syunik ou de forcer l'ouverture d'un couloir de transport, comme le craignent certains Arméniens.

L'Azerbaïdjan souhaite que l'Arménie se retrouve à la table des négociations aussi affaiblie et peu sûre que possible, face à une série de faits accomplis dont le renversement entraînerait un prix élevé correspondant. Les récentes déclarations du président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, ont clairement indiqué que tout accord de paix serait subordonné à l'acceptation par l'Arménie que le Haut-Karabakh soit partie intégrante de l'Azerbaïdjan. Une réponse de l'Arménie selon laquelle un accord global consisterait principalement à déterminer le statut politique de l'enclave laisserait les deux parties aussi éloignées l'une de l'autre que jamais, avant même le début des négociations.

Le rôle de la Russie

Le récent épisode a également mis en lumière la dépendance de l'Arménie à l'égard d'alliances que l'on pourrait, au mieux, qualifier d'«inconstantes». Pendant plus de deux décennies, les gouvernements arméniens successifs n'ont été que trop heureux de confier à Moscou une grande partie de la sécurité nationale du pays. Dans une moindre mesure, l'Arménie s'est également appuyée sur l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) des Etats post-soviétiques pour maintenir un statu quo de plus en plus intenable.

Mais l'OTSC s'est révélée être la boîte vide que beaucoup soupçonnaient, tant pendant la guerre que lors des récents épisodes frontaliers. Les appels officiels de l'Arménie citant plusieurs dispositions de l'OTSC ont suscité à peine un murmure de la part de ce qui est essentiellement une façade d'alliance parrainée par Moscou. Pour faire bonne mesure, un diplomate russe de haut rang a souligné que ses portes étaient également ouvertes à l'Azerbaïdjan.

Et, alors que la Russie a obligé l'Arménie à stationner des troupes à Syunik, elle a été sensiblement tiède dans son soutien à la position arménienne lors du récent affrontement avec l'Azerbaïdjan. Malgré le traité bilatéral de défense mutuelle entre la Russie et l'Arménie, les déclarations de Moscou ont été encore plus modérées que celles des Etats-Unis ou de la France.

L'électorat arménien fait face à un choix difficile: un président sortant responsable de la pire défaite militaire depuis plus d'un siècle, ou une opposition majoritairement nationaliste composée d'anciens dirigeants dont la seule recette pour l'avenir est de continuer à faire plus de la même chose - et de dépendre encore plus de Moscou. Pendant ce temps, les nouvelles idées dont on a tant besoin après le désastre de novembre 2020 sont rares. Et il faudra probablement beaucoup de temps et d'efforts pour émerger des cendres de la guerre.

(Article publié sur le site *The Conversation* en langue anglaise, le 24 mai 2021; traduction rédaction *A l'Encontre*)

Kevork Oskanian est chargé de recherche honoraire, Département des sciences politiques et des études internationales, Université de Birmingham

12- Le Courrier d'Erevan

28/05/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/la-mise-en-oeuvre-du-projet-golfe-persique-mer-noire-pourrait-transformer-larmenie-en-un>

La mise en œuvre du projet « Golfe Persique-Mer Noire » pourrait transformer l'Arménie en un couloir de transport de transit



L'Iran est prêt à mettre en œuvre des initiatives mutuellement bénéfiques pour approfondir les liens économiques avec l'Arménie, en particulier le projet de corridor de transport international « Golfe Persique-Mer Noire ».

Le ministre des Voies et de l'Urbanisme de la République islamique d'Iran, Mohammad Eslami, a informé le ministre arménien de l'Administration territoriale et des Infrastructures, Suren Papikyan, à Erevan, de l'intérêt de Téhéran pour le développement des communications routières et ferroviaires avec l'Arménie et pour la participation à la construction des sections sud de la route Nord-Sud.

Le ministre arménien a informé son homologue iranien des priorités du gouvernement arménien visant à améliorer les infrastructures de transport routier, notamment la construction de l'autoroute Nord-Sud, et des possibilités qu'elle offre pour augmenter le chiffre d'affaires commercial et économique entre les ports du golfe Persique et de la mer Noire. Il a également fourni des détails sur le début de la conception et de la construction de la section Sisian-Kajaran et Kajaran-Agarak de la route Nord-Sud.

Tout en soulignant la nécessité de garantir des normes de qualité élevées dans le domaine de la construction, M. Papikyan a noté que l'utilisation de fonds publics dans le cadre du programme créera des conditions favorables à la représentation d'entreprises de construction étrangères, notamment iraniennes.

Il a également informé la partie iranienne que le ministère de l'Administration territoriale et de l'Infrastructure a lancé un ensemble d'amendements législatifs, qui prévoient la révision des taux et des critères de calcul des taxes prélevées sur les cargaisons iraniennes en transit sur le territoire arménien. À la suite de ce changement, les tarifs des transporteurs de fret iraniens seront réduits de plusieurs fois.

Le corridor de transport international « Golfe Persique - Mer Noire » devrait relier les ports iraniens aux ports géorgiens en passant par l'Arménie. L'itinéraire est probablement le suivant : par la route à travers l'Arménie : Meghri - Vayots Dzor - Yeraskh, puis par le rail jusqu'au port maritime géorgien de Poti, puis à travers la mer Noire jusqu'aux ports bulgares de Varna et Burgas.

Comme la partie iranienne l'a souligné à plusieurs reprises, « le lancement de ce corridor accélérera le commerce asiatique avec l'Europe et créera un lien de transit encore plus important avec le commerce régional et international entre l'Iran, le Caucase du Sud et les pays de la mer Noire ».

Cette initiative iranienne a été présentée dès 2016, suivie de quatre étapes de négociations à Téhéran, Sofia, Tbilissi, et de nouveau à Téhéran. Le cinquième cycle de négociations s'est tenu à Erevan le 19 avril 2021 et a réuni des délégations de l'Iran, de l'Arménie, ainsi que de la Géorgie, de la Bulgarie et de la Grèce. Des accords constructifs ont été conclus pour clarifier certains points du projet. Le texte final sera signé par les parties lors de la prochaine réunion à Sofia, en Bulgarie.

La mise en œuvre de ce projet pourrait faire de l'Arménie un couloir de transport de transit. La Russie en profitera en cas de lancement du chemin de fer abkhaze, qu'elle pourra utiliser pour livrer des marchandises depuis l'Inde.

Il est évident que ni Bakou ni Ankara ne sont intéressés, rêvant de construire un corridor de transport traversant le territoire de l'Arménie et reliant directement le Nakhitchévan à l'Azerbaïdjan, ce qui conduirait la Turquie à la côte caspienne, au projet chinois « Une ceinture, une route », ainsi qu'aux communications de la Russie. Cette dernière, comme le notent les experts russes, aura dans ce cas la possibilité de sortir via la Turquie vers le sud de la mer Noire et vers toutes les communications menant de la Turquie à l'Europe.

L'Iran, conscient que la mise en œuvre du projet turco-azerbaïdjanais le rendra dépendant de Bakou et d'Ankara, ce qui entraînera des problèmes non seulement de transport, mais aussi de nature géopolitique, a averti à plusieurs reprises qu'il n'autoriserait aucune modification de ses frontières ni l'ouverture du corridor de Meghri, même sans modification des frontières.

Le vice-premier ministre par intérim, Mher Grigoryan, qui mène des discussions sur le déblocage des communications au sein du groupe de travail trilatéral présidé conjointement par les vice-premiers ministres d'Arménie, de Russie et d'Azerbaïdjan, a assuré à la partie iranienne, lors de sa rencontre avec Mohammad Eslami, en parlant du travail effectué pour débloquer les transports régionaux, que l'Arménie n'avait pas discuté et ne discutera pas des questions selon la logique du « corridor ».

Il convient de noter que le projet Golfe Persique-Mer Noire pourrait être mis en œuvre plus rapidement que le corridor Turquie-Azerbaïdjan, car la route qui traverse l'Arménie vers l'Europe est plus courte que celle qui traverse l'Azerbaïdjan. Toutefois, des facteurs politiques et géopolitiques, la rivalité des pays régionaux et extrarégionaux pour l'influence dans le Caucase du Sud pourraient à nouveau jouer un rôle dans sa mise en œuvre.

Apparemment, toutes ces questions seront abordées par le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Djavad Zarif, lors de sa visite en Arménie et en Azerbaïdjan.

Source: le journal Respublika Armenia

13- Les Nouvelles d'Arménie

28/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79367

Aliev-Erdogan, un nouveau sommet de l'arménophobie

Le président turc Recep Erdogan se rendra à Bakou le 15 juin prochain. Le lendemain, il se rendra à Chouchi où il participera à la pose de la première pierre d'une école financée par le gouvernement turc. L'annonce a été faite le 27 mai par son homologue azéri Ilham Aliev lors d'une rencontre avec Zya Selcuk, le ministre turc de l'Éducation nationale. Il n'a pas été précisé de quelle école il s'agissait, mais il faut se rappeler que l'organisation nationaliste turque des « Loups gris » avait annoncé peu après la chute de la deuxième ville de l'Artsakh son intention d'y construire une école. Une délégation officielle de l'organisation s'était alors rendue à Bakou pour discuter du projet avec les autorités azéries. Peu avant, les « Loups gris » avaient été interdits par le gouvernement français au motif que cette organisation prônait la discrimination et la haine et que ses membres étaient impliqués dans des actes de terrorisme en Turquie comme dans plusieurs pays d'Europe, dont la France. Depuis, l'UE envisage d'intégrer cette organisation fascisante dans la liste des organisations terroristes à interdire et à condamner à travers le monde.

Bedros Nazaretian

14- Les Nouvelles d'Arménie

27/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79314

L'Iran veut calmer les tensions dans le Siunik

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a réaffirmé le 26 mai, le ferme soutien de l'Iran à l'intégrité territoriale de l'Arménie, lors d'une visite à Erevan dominée par les tensions persistantes le long de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

M. Zarif est arrivé dans la capitale arménienne en provenance de Bakou où il a discuté, la veille, du différend frontalier avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev.

« Nous sommes préoccupés par les escalades des deux dernières semaines », a-t-il déclaré au ministre arménien des Affaires étrangères, Ara Ayvazian, lors de leurs entretiens. « Nous avons averti à plusieurs reprises qu'il fallait faire preuve de retenue et respecter la souveraineté des pays [régionaux]. »

Zarif a déclaré que le but de son voyage régional est d'aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à résoudre le différend de manière pacifique.

« Nous avons souligné et continuons à souligner que les frontières internationalement reconnues et l'intégrité territoriale sont notre ligne rouge », a ajouté le chef de la diplomatie iranienne.

Les tensions sur plusieurs sections contestées de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont augmenté de façon spectaculaire après que les troupes azerbaïdjanaises déployées à cet endroit ont avancé de plusieurs kilomètres, les 12 et 14 mai.

Erevan maintient que ces troupes sont stationnées à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Arménie et qu'elles doivent être retirées sans condition. Bakou affirme que ses forces n'ont pris de nouvelles positions que du côté azerbaïdjanais de la frontière.

Zarif a déclaré que lui et Aliyev ont eu une « discussion très détaillée » sur la question. « J'ai pu sentir son intention d'apaiser ces tensions et d'engager un dialogue vers la paix », a-t-il déclaré aux journalistes, après les entretiens avec Ayvazian.

« Nous apprécions grandement le fait que le ministre des Affaires étrangères de notre ami et voisin séculaire, l'Iran, et ce bon partenaire, Javad Zarif, soit arrivé en Arménie pour une visite régionale en ces temps et circonstances alarmants », a déclaré M. Ayvazian lors de leur point de presse commun. « Cela témoigne de l'intention sincère de l'Iran d'essayer de renforcer la sécurité et la stabilité dans la région. »

Zarif a rencontré le Premier ministre Nikol Pashinian plus tard dans la journée. Un communiqué du gouvernement arménien indique qu'ils ont discuté des « mesures à prendre pour résoudre la situation actuelle à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ». Il n'a pas donné de détails.

Dans son discours d'ouverture de la réunion, M. Pashinian a déclaré que les relations avec l'Iran revêtent une « importance stratégique » pour l'Arménie et que son administration reste déterminée à les approfondir. Il a ajouté que la frontière arméno-iranienne était vitale pour la sécurité nationale de son pays.

Mojtaba Zolnour, président de la commission du Parlement iranien chargée de la sécurité nationale et de la politique étrangère, a également exprimé un soutien ferme à l'intégrité territoriale de l'Arménie lorsqu'il a commenté l'impasse frontalière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan la semaine dernière.

L'épicentre de cette impasse est la province de Syunik, dans le sud-est de l'Arménie, qui borde l'Iran et l'Azerbaïdjan. Au début de l'année, M. Aliyev a menacé d'ouvrir par la force un « corridor » reliant l'Azerbaïdjan à son exclave du

Nakhitchevan via Syunik. Erevan l'a accusé de revendiquer le territoire arménien. En visite à Erevan en début de semaine, le ministre iranien des routes et du développement urbain, Mohammad Eslami, a discuté des projets du gouvernement arménien de reconstruire ou de réparer les routes arméniennes menant à la frontière iranienne via Syunik.

Selon le ministre arménien de l'Administration territoriale et des infrastructures, Suren Papikian, les deux parties sont convenues de mettre en place un groupe de travail conjoint qui étudiera la participation éventuelle d'entreprises iraniennes aux travaux routiers prévus.

Le 26 mai, l'agence de presse iranienne Mehr a cité Eslami, qui s'est dit satisfait des « bonnes réunions » qui ont eu lieu à Erevan. Zarif a également qualifié la visite d'Eslami de « très réussie ».

« J'espère que nous parviendrons à établir une forte présence au Syunik », a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères à Pashinian.

Zarif et Eslami ont également déclaré qu'ils attendaient avec impatience l'ouverture des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, prévue par un accord négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre du Haut-Karabakh l'année dernière. Ils ont ajouté que l'Iran espère avoir une liaison ferroviaire avec l'Arménie passant par le Nakhitchevan.

15- Les Nouvelles d'Arménie

27/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79356

Des terrains proches de Kapan, Tegh et Meghri dans la région de Syunik au sud de l'Arménie vont être transféré aux forces russes garde-frontières

Sur décision du gouvernement arménien, trois terrains proches des communes élargies de la région du Syunik, celles de Kapan, Tegh et Meghri seront transférés au Service des Forces russes de Sécurité afin qu'elles renforcent la défense de la frontière de l'Arménie.

Se référant sur la signature des accords tripartites du 9 novembre 2020 liés au renforcement des frontières est de l'Arménie, un certain nombre de terres vont être mises à la disposition des forces Russes chargées de la Sécurité frontalière de l'Arménie.

L'information a été communiquée à Radiolour -la Radio publique arménienne- par Narek Babayan le gouverneur-adjoint de la région de Syunik.

« *Les quatre terrains et trois terrains appartenant à l'Etat transfèrera pour utilisation au Service russe de Sécurité et son administration de garde-frontière du territoire de la République d'Arménie* » a précisé Narek Babayan sans préciser ce que les forces russes construiront sur ces terrains. « *Le propriétaire de ces terrais est la République d'Arménie et continuera à en être propriétaire. Nous avons tout simplement transféré aux russe le droit d'utilisation de ces terrains* » ajouta le gouverneur-adjoint de Syunik.

Krikor Amirzayan

27/05/2021

<https://www.rtl.be/info/belgique/politique/conflit-au--nagorny-karabakh-la-chambre-vote-une-resolution-reclamant-le-retour-des-prisonniers-de-guerre-armeniens-1302220.aspx>

Conflit au Nagorny Karabakh - La Chambre vote une résolution réclamant le retour des prisonniers de guerre arméniens

Agence Belga

(Belga) La Chambre [des représentants du Parlement belge] a approuvé jeudi soir une proposition de résolution en faveur du retour des prisonniers de guerre arméniens et des civils captifs détenus par l'Azerbaïdjan suite à la déclaration de cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Par cette résolution, la Chambre appelle l'Azerbaïdjan à libérer sans délai tous les prisonniers arméniens restants, y compris les civils signalés, conformément à l'article 8 de la déclaration de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 et aux Conventions de Genève. "La communauté internationale a le devoir de faire pression sur l'Azerbaïdjan pour qu'il libère les prisonniers de guerre arméniens. Nous avons raison de nous élever très fermement contre le détournement en Biélorussie, mais nous ne devons pas rester sur le côté et regarder les prisonniers arméniens être maltraités en Azerbaïdjan. Nous ne sommes pas autorisés à négocier sur les droits humains", a déclaré Els Van Hoof (CD&V), qui a porté cette résolution co-signée par les partis de la majorité Vivaldi. (Belga)

17- L'Orient Le Jour

27/05/2021

<https://www.lorientlejour.com/article/1263254/des-mercenaires-syriens-ont-ete--exploites-en-libye-et-au-nagorny-karabakh.html>

Des mercenaires syriens ont été "exploités" en Libye et au Nagorny Karabakh, selon des ONG

Des Syriens recrutés par la Turquie et des groupes russes pour aller combattre en Libye et au Nagorny Karabakh ont été "exploités" et n'ont pas reçu les indemnités promises, affirment des ONG de défense des droits humains en Syrie dans un rapport publié jeudi.

La Turquie, parrain de groupes rebelles syriens dans le nord-ouest, et la Russie, grand allié du régime de Bachar el-Assad, ont soutenu des camps opposés dans les conflits en Libye et au Nagorny Karabakh et sont accusées d'y avoir envoyé des milliers de mercenaires recrutés en Syrie.

Le Centre syrien pour la justice et la responsabilité (SJAC) et l'ONG Syriens pour la vérité et la justice (STJ) ont mené une enquête sur le recrutement de ces mercenaires, dont la majorité sont d'anciens rebelles installés dans le nord-ouest sous influence turque.

En Libye, la Turquie a envoyé des milliers de combattants de factions de l'Armée nationale syrienne (ANS) pour appuyer le Gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli, qui faisait face à une offensive de l'homme fort de l'Est, le maréchal Khalifa Haftar, soutenu par la Russie.

D'anciens soldats et miliciens syriens ont été recrutés par des groupes privés russes comme Wagner pour combattre aux côtés du maréchal, toujours selon les ONG qui regroupent chercheurs, journalistes et humanitaires Syriens et étrangers.

Des mercenaires syriens pro-russes ont également été déployés au Nagorny Karabakh pour soutenir les forces arméniennes face aux forces azerbaïdjanaises, soutenues par Ankara. La Turquie est accusée d'y avoir envoyé des combattants syriens du nord-ouest, ce qu'elle dément. "La communauté internationale doit réclamer des comptes à ceux impliqués" dans le recrutement de ces combattants, "tout en s'attaquant aux causes profondes qui font du travail de mercenaire l'une des seules sources de revenus pour de nombreux Syriens", plaide dans le rapport le directeur de STJ, Bassam al-Ahmad.

Les combattants syriens pro-Ankara envoyés au Nagorny Karabakh, région azerbaïdjanaise à majorité arménienne, s'étaient vus proposer un salaire mensuel de 3.000 dollars, avec une indemnité de 75.000 dollars versée aux familles en cas de décès, et parfois même la citoyenneté turque. Selon un agent ayant organisé des campagnes de recrutement pour la Turquie cité dans le rapport, ils n'ont touché que "800 à 1.400 dollars" par mois.

"L'exploitation a souvent pris la forme de vol systématique des salaires des combattants par leurs supérieurs", notamment des officiers de l'ANS. En Libye, cette pratique aurait commencé après la baisse des combats à l'été 2020, selon le rapport.

28/05/2021

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/28/colonialisme-l-allemande-reconnait-avoir-commis-un-genocide-en-namibie_6081817_3212.html

Colonialisme : l'Allemagne reconnaît avoir commis « un génocide » en Namibie

Berlin va verser au pays plus d'un milliard d'euros d'aides au développement. Au moins 60 000 Herero et environ 10 000 Nama perdirent la vie entre 1904 et 1908 pendant la colonisation du territoire.

Le Monde avec AFP

L'Allemagne a pour la première fois reconnu, vendredi 28 mai, avoir commis « *un génocide* » contre les populations des Herero et des Nama en Namibie pendant l'ère coloniale.

« *Nous qualifierons maintenant officiellement ces événements pour ce qu'ils sont du point de vue d'aujourd'hui : un génocide* », a déclaré le ministre des affaires étrangères allemand, Heiko Maas, dans un communiqué.

Il salue dans cette déclaration la conclusion d'un « *accord* » avec la Namibie après plus de cinq ans d'après négociations sur les événements survenus dans ce territoire africain colonisé par l'Allemagne entre 1884 et 1915. Les colons

allemands avaient tué des dizaines de milliers d'Herero et de Nama dans des massacres commis entre 1904 et 1908, considérés par de nombreux historiens comme le premier génocide du XX^e siècle.

« *A la lumière de la responsabilité historique et morale de l'Allemagne, nous allons demander pardon à la Namibie et aux descendants des victimes* » pour les « *atrocités* » commises, a poursuivi le ministre. Dans un « *geste de reconnaissance des immenses souffrances infligées aux victimes* », le pays européen va soutenir la « *reconstruction et le développement* » en Namibie par un programme financier de 1,1 milliard d'euros, a-t-il ajouté.

« *L'acceptation de la part de l'Allemagne qu'un génocide a été commis est un premier pas dans la bonne direction* », a réagi Alfredo Hengari, le porte-parole du président namibien, Hage Geingob.

Article réservé à nos abonnés

Pas un dédommagement juridique

Le chef de la diplomatie allemande précise qu'il ne s'agit pas de dédommagements sur une base juridique, et que cette reconnaissance n'ouvre la voie à aucune « *demande légale d'indemnisation* ». Cette somme sera versée sur une période de trente ans, selon des sources proches des négociations, et doit profiter en priorité aux descendants de ces deux populations.

Les crimes commis pendant la colonisation empoisonnent depuis de nombreuses années les relations entre les deux pays. « *On ne peut pas tirer un trait sur le passé. La reconnaissance de la faute et la demande de pardon sont toutefois un pas important pour surmonter le passé et construire ensemble l'avenir* », a estimé le chef de la diplomatie allemande.

Article réservé à nos abonnés

Dans une volonté de réconciliation, l'Allemagne avait remis en 2019 à la Namibie des ossements de membres des tribus Herero et Nama exterminés, et la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Michelle Müntefering, avait alors

demandé « *pardon du fond du cœur* ».

Un geste jugé nettement insuffisant par leurs descendants et les autorités namibiennes, qui exigeaient des excuses officielles et des réparations. L'Allemagne s'y était à plusieurs reprises opposée, invoquant les millions d'euros d'aide au développement versés à la Namibie depuis son indépendance, en 1990.

Si le travail de mémoire en Allemagne sur la période nazie est généralement jugé exemplaire, celui sur la période coloniale en Afrique, de la deuxième moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e, a été longtemps délaissé.

Article réservé à nos abonnés

Extermination de la rébellion

Les tribus hereros représentent aujourd'hui environ 7 % de la population namibienne contre 40 % au début du XX^e siècle. Privés de leurs terres et de leur bétail, ils s'étaient révoltés en 1904 contre les colons allemands, faisant une centaine de morts parmi ces derniers. Envoyé pour mater la rébellion, le général allemand Lothar von Trotha avait ordonné leur extermination. Les Nama s'étaient soulevés un an plus tard et subirent le même sort.

Au total, au moins 60 000 Herero et environ 10 000 Nama perdirent la vie entre 1904 et 1908. Les forces coloniales allemandes avaient employé des techniques génocidaires : massacres de masse, exil dans le désert, où des milliers d'hommes, femmes et enfants sont morts de soif, et camps de concentration, comme celui tristement célèbre de Shark Island.

Article réservé à nos abonnés

Des ossements, en particulier les crânes de victimes, furent envoyés en Allemagne pour des expériences scientifiques à caractère racial. Le médecin Eugen Fischer, qui a officié à Shark Island et dont les écrits ont influencé Adolf Hitler, cherchait à prouver la « *supériorité de la race blanche* ».

Le Monde avec AFP

19- Transfuge

27/05/2021

« Le Film rend visible le Haut-Karabagh »

Dans **Si le vent tombe**, **Nora Martirosyan** propose une passionnante réflexion sur l'identité d'un pays peu connu : le Haut-Karabagh. Transfuge s'est entretenu avec la réalisatrice.

Le film s'attache davantage à représenter un des lieux plutôt qu'à suivre un personnage. Les mouvements de caméra contribuent à créer une circularité qui fait écho à l'aspect enclavé du Haut-Karabagh...

C'est exactement cela ! À l'origine du film, j'avais envie de raconter un endroit peu connu et tout ce qui le compose, c'est-à-dire les paysages, les gens, la situation politique... En effet, comme le Haut-Karabagh forme une enclave, le film réalise une sorte de tour sur lui-même. Cette circularité est aussi produite par le découpage du film qui a été pensé pour faire arriver Alain à l'intérieur de ce pays que l'on ne va plus quitter. L'enjeu principal du film est de rendre visible un pays et le personnage d'Alain Delageen devient un stalker, un guide.

Le film fait alterner deux regards différents, le regard étranger d'Alain, venu faire un audit à l'aéroport de Stepanakert, et le regard d'un petit garçon du pays...

C'est une question éthique que je me suis posée : de quelle position, moi, avec

mon passeport français et arménien, puis-je raconter le Haut-Karabagh ? Étant donné que le Haut-Karabagh n'est pas connu, il fallait trouver un point de vue qui donnerait une image complète du pays sans le trahir, et le petit garçon, Edgar, va dans des endroits où Alain ne va pas et inversement. Je voulais vraiment montrer tout ce qui fait le Haut-Karabagh, un endroit agréable et très paisible par ailleurs : la ville, la campagne, les champs, les hôpitaux, etc.

Dans le film, il semblerait que dans ce pays du Haut-Karabagh, qui n'est pas reconnu officiellement, les choses existent d'abord par les mots, par la fiction...

Oui, c'est la question du film : qu'est-ce que la fiction ? Doit-elle être un miroir du réel ? Mais surtout, pourquoi avons-nous besoin de fiction au cinéma ? Je me suis interrogée sur cette nécessité avant de faire le film. Quand je suis allée dans le Haut-Karabagh pour la première fois, j'ai été stupéfaite par la présence de la fiction dont l'aéroport est l'un des symboles. D'un point de vue géopolitique, je pense que l'aéroport de Stepanakert n'ouvrira jamais, et en même temps, chaque fois que j'y passe, je regarde s'il n'y a pas un avion sur la piste. Cette capacité à croire à quelque chose qui n'existe pas devient un moteur, une force réelle pour tout un pays. Récemment, il y a eu une guerre sanglante de quarante-quatre jours dans le Haut-Karabagh initiée par l'Azerbaïdjan et les Arméniens n'ont désormais quasiment plus accès aux différents espaces que l'on voit dans le film, ils ont dû tout quitter.

Je regarde le film différemment aujourd'hui parce que le réel a bougé les lignes. J'ai l'impression que Si le vent tombe n'est pas vraiment achevé : lorsque le personnage d'Alain s'interroge sur les frontières du Haut-Karabagh qui ne sont pas clairement délimitées, aujourd'hui il se passe la même chose, les frontières sont encore en train d'être redéfinies. Tout cela me trouble énormément dans mon rapport au film, c'est assez vertigineux.

Si le vent tombe. De Nora Martirosyan, avec Grégoire Colin, Hayk Bakhryan, Arman Navasardyan... Arizona Distribution, sortie le 26 Mai.

Romane Carrière

20- Libération

27/05/2021

Opposants azéris - Les faire taire sans frontières

(Lire l'article en pièce jointe)

21- Libération

26/05/2021

"Si le vent tombe", le silence de la guerre

...

[Message tronqué] [Afficher l'intégralité du message](#)